



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

Distr.
RESTREINTE

UNIDO/IS/R.37
28 février 1986

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS

15387

RAPPORT NATIONAL
SUR LES SYSTEMES D'INFORMATION INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE
DANS LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE*

établi par

M. Muraszekiewicz**

et

P. Tomic***

* Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et n'impliquent aucune prise de position de la part du secrétariat de l'ONUDI. Le présent document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

** Institute for Scientific, Technical and Economic Information, Warsaw, Poland.

*** Institution for Informatics and Telecommunications, Split, Yugoslavia.

TABLES DES MATIERES

A V A N T - P R O P O S

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. - Introduction
2. - Objectifs de la mission
3. - Résultats de la mission
4. - Activités au cours de la mission
5. - Mesures à prendre

- Annexe 1. - Documents utilisés au cours de l'étude
- Annexe 2. - Questionnaire
- Annexe 3. - Liste des noms de spécialistes consultés
- Annexe 4. - Abréviations et adresses
- Annexe 5. - Programme de visite

R E S U M E

1. - Suite à une résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies, une banque d'information industrielle et technologique (INTIB) a été établie au sein de l'ONUDI. Cette banque a pour objectif de divulguer aux pays en développement, les informations spécifiques sur les technologies avancées et autres, mais aussi sur les nouvelles utilisations des technologies existantes, les nouveaux développements et les possibilités de les adapter aux besoins locaux des pays demandeurs.
2. - Actuellement, l'ONUDI est en train de mettre en place des réseaux d'informations dans plusieurs pays africains sélectionnés dans le cadre des projets de la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique.
3. - Ce rapport présente les résultats d'une étude préliminaire sur l'état d'informations industrielles et technologiques en Côte d'Ivoire. Cette étude a été effectuée au cours de la mission (no. RP/RAF/85/621) confiée par la section de l'information industrielle de l'ONUDI. La mission s'est déroulée à Abidjan du 11 Novembre au 15 Novembre 1985.
4. - Plusieurs spécialistes ont été consultés au cours des différentes étapes d'élaboration de cette étude. Leurs noms figurent sur la liste reproduite à l'Annexe 3. Leurs opinions, leurs observations et contributions ont facilité l'élaboration du texte final de cet ouvrage. Il convient néanmoins de rappeler que les auteurs sont responsables des opinions exprimées dans la présente publication et que celles-ci ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ONUDI. Enfin, cette étude ne constitue pas un document officiel de l'Etat qui y est considéré. Il convient de remercier Monsieur Kakou Kassi, le Chef de Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation au Ministère de l'Industrie, qui a tenu à

apporter son concours logistique au cours du séjour des auteurs en Côte d'Ivoire. De plus, son rapport (voir Annexe 1) sur l'état de l'information industrielle et technologique en Côte d'Ivoire s'est avéré un guide remarquable et pertinent à la situation existante.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. - Le domaine de l'information industrielle et technologique en Côte d'Ivoire se trouve actuellement au stade élémentaire. Il y a quand même des organismes et des systèmes d'information qui pourraient constituer la base d'un système (réseau) national d'information industrielle et technologique.
2. - Les spécialistes travaillant en matière d'information industrielle et technologique, ainsi que certains utilisateurs actuels et potentiels sont entièrement unanimes sur la nécessité de l'édification d'un système d'information industrielle et technologique, système qui aurait des composantes tant nationales qu'internationales.
3. - La mise en oeuvre du système d'information industrielle et technologique qui est une entreprise de longue durée, complexe, polyvalente et, enfin, coûteuse ne peut se dérouler que sous les auspices du Gouvernement. C'est donc le Gouvernement qui devrait se charger de mettre au point une politique et une stratégie permettant de coordonner à long terme tous les travaux faisant partie de l'édification du système national. La mise en place du réseau devrait se faire par étapes, en fonction de la disponibilité des moyens et du développement de la demande des utilisateurs.
4. - Il paraît que l'ONUDI pourrait contribuer par l'intermédiaire de ses experts à l'élaboration de la politique ci-dessus et,

recommander au Gouvernement, en tant qu'une première étape, d'examiner attentivement la possibilité d'établir un réseau d'informations industrielles et technologiques proposé dans le présent rapport. Il est à souligner que chaque intervention de l'ONUDI doit être organisée conjointement avec les autorités ivoiriennes.

5. - Compte tenu de l'expérience acquise et des moyens matériels et humains (qui sont en général des moyens très limités) disponibles au sein des différents organismes concernés, il est judicieux qu'aucun dispositif utilisable et déjà existant ne soit écarté du futur système d'information industrielle et technologique.

6. - Il convient de noter qu'un certain nombre d'organismes en question coopèrent déjà ou désirent coopérer avec des centres d'informations et des organismes internationaux. A titre d'exemple, citons les organismes tels que : INPADOC, IBISCUS (banque de données pour le développement), FAO, Banque Mondiale, ISIS Afrique (banque de données d'information économique), ISO, FAO, UNESCO. Il ressort de ce qui précède qu'il faut harmoniser tous les efforts du Gouvernement et de l'ONUDI concernant la mise en oeuvre du réseau national avec ceux relatifs à la coopération internationale existante et potentielle.

7. - L'analyse préliminaire des systèmes d'information existants et potentiels permet de suggérer que le centre focal national peut être placé au Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation au Ministère de l'Industrie (SAPID). Par ailleurs, les centres nationaux dits spécialisés (ou sectoriels) peuvent se trouver au sein de la Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire (CICIV), de la Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire (CCCI), de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T),

du Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entreprise Nationale (CAPEN), de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de l'Unité Documentaire de l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire (UDEECI). Pour les adresses des organismes cités ci-dessus, voir Annexe 4.

8. - Actuellement, les organismes cités ci-dessus sont généralement intéressés à l'échange d'information avec l'INTIB par les PTT, par support (disquette) et, parfois, par connexion directe (on-line). Afin d'assurer l'échange sur une base d'informatique, il est demandé à l'ONUDI de se charger de la diffusion du logiciel nécessaire pour qu'on puisse utiliser des disquettes (il s'agit surtout du système micro-ISIS) et de doter le centre focal national d'un équipement. Cela va de soi que la diffusion du logiciel doit être accompagnée par une formation appropriée.
9. - La divergence de langages documentaires employés dans les organismes en question est un facteur désavantageux qui peut handicaper le fonctionnement du réseau national INTIB. Partant, il est absolument nécessaire d'élaborer et de mettre en oeuvre l'approche qui permettra de résoudre ce problème.
10. - Bien des personnes et organismes qui pourraient en tirer avantage, ne connaissent pas du tout l'INTIB et ses services qui leur sont offerts, ce qui constitue une entrave importante au développement de l'INTIB et, par conséquent, à la circulation des informations industrielles et technologiques. Il est absolument nécessaire d'activer et d'étendre la promotion de l'INTIB, elle-même, et ses services existants.

1. INTRODUCTION

1. - Le volume des informations industrielles et technologiques connaît un taux de croissance élevé. Des études prospectives montrent clairement que ce phénomène, loin de se ralentir, risque de s'accélérer. D'ores et déjà, le traitement de l'information dépasse les moyens d'une seule nation et la notion d'indépendance totale en ce domaine est devenue un mythe. D'autre part, il ne faut jamais oublier que la technologie et ses applications et, partant, l'information industrielle et technologique font partie intégrante de notre culture.
2. - Paradoxalement, plus de la moitié des informations sont véhiculées par des circuits inorganisés avec tous les risques de perte que cela représente, et les circuits organisés sont parfois si peu commodes qu'une grande majorité d'utilisateurs éprouvent à leur égard une indifférence marquée. De plus, les utilisateurs de l'information industrielle et technologique, et par conséquent leurs besoins, sont extrêmement divers. Enfin, les sources d'information sont elles aussi multiples et dispersées.
3. - C'est pourquoi, les responsables d'information industrielle et technologique des différents pays ont été conduits à prévoir des organisations du type réseau basées sur un partage harmonieux des tâches entre les divers services chargés de la fonction d'information.
4. - Comme il ressort clairement du Plan d'action de Lagos, le développement industriel revêt une importance toute particulière. Dans ce plan d'action, les chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Organisation de l'unité africaine se sont engagés à donner une place primordiale à l'industrie, réaffirmant ainsi leur volonté de modifier la structure économique de l'Afrique.

5. - Les pays en voie de développement ont pris conscience de l'importance primordiale de l'information industrielle et technologique pour l'accélération de l'industrialisation. Il y a une demande importante d'information évaluée et de données réassemblées afin de répondre aux besoins particuliers d'une gamme étendue d'utilisateurs travaillant dans les domaines de la production, de la gestion et de l'administration. La clientèle des centres d'informations industrielles et technologiques va du chef d'une petite entreprise au responsable gouvernemental. Il est particulièrement important pour les utilisateurs d'être en mesure d'obtenir l'information recherchée sous la forme voulue et au moment voulu qui leur permet de faire dans chaque cas des choix judicieux sur les produits et technologies nouvelles et de fixer le niveau approprié de leurs utilisations.

6. - L'ONUDI participe à la création ou au renforcement de centres d'informations industrielles et technologiques dans les pays en développement. Depuis quelques années, le nombre des centres d'informations industrielles et technologiques mis en place dans ces pays ne cesse de croître. Durant ces cinq dernières années, l'ONUDI a tenté d'accélérer les flux d'information vers les pays utilisateurs de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) afin de renforcer le fondement des choix technologiques opérés dans ces pays. Le service de renseignements industriels et sa banque ont pour mission d'aider les centres en question et de leur apporter l'appui nécessaire en établissant et maintenant avec eux des liens efficaces.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission en question avait les objectifs suivants :

1. - L'examen des systèmes d'information existants et potentiels, des services et des réseaux d'information au niveau national.
2. - L'étude des activités menées par les centres nationaux spécialisés en matière d'information industrielle et technologique et par l'éventuel centre focal national de l'INTIB.
3. - L'examen des utilisateurs existants et potentiels de l'information industrielle et technologique dans un contexte de leurs besoins et priorités.
4. - L'étude des demandes adressées à l'INTIB, ainsi que l'analyse des liaisons possibles entre le centre focal national (éventuellement les centres nationaux spécialisés) et le centre d'INTIB à Vienne.
5. - La consultation ad-hoc relative aux réorganisations ou aux extensions du système d'information industrielle et technologique, en incluant le choix du logiciel et du matériel, ainsi que l'évaluation des moyens humains et des besoins concernant la formation.

3. RESULTATS DE LA MISSION

1. - Les organismes qui peuvent être considérés comme les utilisateurs existants et qui ont réellement besoin de l'information industrielle et technologique et qui possèdent ou vont posséder leurs systèmes d'informations sont les suivants :
 - 1) - Les organismes qui interviennent dans la gestion de l'industrie, et qui sont :
 - Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation, Ministère de l'Industrie,
 - Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire,
 - Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire.
 - 2) - Les centres techniques ayant pour vocation la promotion et le développement du secteur d'activité industrielle donné :
 - Société Ivoirienne de Technologie Tropicale,
 - Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entreprise Nationale,
 - Unité Documentaire de l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire.
 - 3) - Les organismes spécialisés :
 - Banque de Données Financières,
 - Institut Africain pour le Développement Economique et Social,
 - Direction de l'Environnement et de la Normalisation et de Documentation, Ministère de l'Industrie.
 - 4) - La Banque de développement qui participe à l'étude et au financement des projets industriels :
 - Banque Africaine de Développement

2. - Les grands utilisateurs cités ci-dessus, ainsi que les utilisateurs particuliers comme les ingénieurs, les opérateurs, etc., expriment leurs besoins qui peuvent être résumés et classés comme suit :

- informations se rapportant aux agréments industriels et aux projets industriels en cours de réalisation,
- informations concernant activité industrielle ivoirienne vue à travers les entreprises existantes et les projets industriels déjà opérationnels,
- informations sur les brevets, les normes et les réglementations en matière industrielle tant à la Côte d'Ivoire que dans les pays partenaires de la Côte d'Ivoire,
- informations sur l'état de la technologie au Sénégal et à travers le monde, informations qui devront permettre de répondre à des questions telles que :

- * quels sont les procédés de fabrication d'un produit ou d'un groupe de produits donné,

- * chez qui sont disponibles ces procédés (partenaires technologiques) et à quelles conditions,

- * qui nécessite la mise en oeuvre de tels procédés de fabrication (ressources humaines et qualifications, moyens financiers, consommation énergétique, etc.),

- informations sur le commerce extérieur aussi bien en Côte d'Ivoire, vu sous l'angle de la performance des industriels ivoiriens que celui des pays étrangers, considérés comme étant un excellent outil permettant de découvrir de nouveaux marchés pour les produits fabriqués ou à fabriquer par les industriels ivoiriens.

3. - L'examen approfondi des besoins en matière d'information industrielle et technologique, ainsi que des formes de présentation d'information montre que les utilisateurs sont bien souvent

intéressés à la diffusion sélective de l'information. Il convient de noter que des systèmes de diffusion sélective doivent obéir à des règles strictes; information aussi complète que possible, continuité et régularité du courant d'information fourni, rapidité d'information, rétroaction de l'utilisateur organisée de manière à contrôler le profil d'intérêt, etc. Il faut remarquer que les systèmes de diffusion sélective en Côte d'Ivoire sont très rares et limités.

4. - L'estimation des moyens divers mis à la disposition du service d'informations industrielles et technologiques en Côte d'Ivoire est la suivante :

1) - Moyens humains :

| | |
|----------------------------|-----------|
| - nombre de spécialistes : | 34 |
| - nombre d'assistants : | <u>17</u> |
| Total | 51 |

2) - Moyens matériels et logiciels :

- les ordinateurs :

* IBM 4341 2 terminaux

* IBM PC

- les logiciels (pour les systèmes d'information) :

* PFS File

* dBASE II

3) Budget annuel : manque de données.

Il convient de souligner que l'Office National des Télécommunications (01 B.P. 1838, Abidjan 01 RCI) est en train de mettre en place un réseau de transmission de données par paquets - SYTRANPAC.

5. - La contribution demandée à l'ONUDI consiste en :
 - la diffusion des renseignements approfondis et des publications sur la nature des banques d'informations disponibles dans le cadre de l'INTIB,
 - expertise et en savoir-faire relatifs à l'élaboration du projet et à la mise en oeuvre du système national d'information industrielle et technologique, ainsi que des systèmes d'informations spécialisés (ou sectoriels),
 - la connexion expérimentale au service de l'INTIB soit par support soit directement (on-line) pour que les utilisateurs en Côte d'Ivoire puissent examiner l'utilité de banques d'informations INTIB dans un contexte de leurs besoins,
 - la diffusion du logiciel nécessaire pour que l'on puisse utiliser sur des disquettes (il s'agit surtout du système micro-ISIS) et de doter le centre focal national ainsi que les centres nationaux dits spécialisés (ou sectoriels) d'un équipement. Il semble qu'à court terme, les matériels compatibles et comparables avec le IBM PC/AT pourvus des disques durs seraient suffisants, par contre, à long terme, le matériel plus puissant (par exemple l'IBM 36 ou même 4361) serait nécessaire,
 - la diffusion du logiciel doit être accompagnée par une formation appropriée.
6. - L'examen des méthodes d'indexage et de recherche employées dans les organismes en question montre la divergence de langages documentaires utilisés.
7. - Les spécialistes travaillant en matière d'information industrielle et technologique sont unanimes sur le manque de coordination et de liaisons bilatérales entre les systèmes cités ci-dessus. L'édification du système national d'information industrielle et technologique est donc indispensable.

8. - Le manque de politique au sujet d'information industrielle et technologique et de coordination est considéré comme un facteur freinant la mise en place du système national. Par contre, sur le plan technique, c'est le manque d'ordinateurs et la faiblesse de liaisons téléphoniques qui entravent actuellement la création du réseau. De plus, les moyens humains ne sont pas suffisants.

9. - Parmi ceux qui sont très intéressés par les informations statistiques, on trouve des entreprises, des directions techniques et l'administration centrale, ainsi que des institutions de promotion industrielle et bureaux d'études. Les systèmes cités ci-dessus (paragraphe 2, ch. 4) considèrent l'information statistique comme une partie intégrante de leurs fonds.

4. ACTIVITES AU COURS DE LA MISSION

1. - Le projet RP/RAF/85/621 comprend plusieurs pays africains parmi lesquels on peut citer cinq pays francophones, à savoir : la Tunisie, l'Algérie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Cameroun. C'est la raison pour laquelle un groupe de spécialistes de la section de l'information industrielle de l'ONUDI a établi une démarche susceptible d'être appliquée dans tous les pays en question. Afin de réunir les données nécessaires à l'étude, les auteurs ont effectué des missions d'enquêtes auprès de 11 organismes à Abidjan au cours desquelles 20 entrevues ont eu lieu (pour le questionnaire voir Annexe 2). Il convient de remarquer que ce questionnaire n'était cependant pas un cadre rigide, il doit être considéré comme un canevas adaptable en fonction de la nature de chaque organisme visité.

2. - Le recensement des systèmes d'information industrielle et technologique existants et potentiels comprend (liste non-exhaustive) :
 - le système du Service Autonome de Promotion et de Documentation, Ministère de l'Industrie,
 - le système de la Direction de l'Environnement et de la Normalisation et Technologie, Ministère de l'Industrie,
 - le système de la Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire,
 - le système de la Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire,
 - le système de la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale,
 - la Banque de Données Financières,
 - le système du Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entreprise Nationale,
 - le système de la Banque Africaine de Développement,
 - le système de l'Unité Documentaire de l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire.

3. - Consultations concernant l'édification et l'amélioration des langages documentaires ont été données. Le "Thesaurus of Industrial Development Terms (English-French)" a été proposé comme un outil de base.
4. - Au cours de la mission, les conseils concernant le choix du matériel informatique et du logiciel en vue d'automatiser les systèmes d'informations existants et potentiels ont été donnés. Il s'agissait avant tout du matériel compatible et comparable avec l'IBM PC XT (ou AT) et du logiciel du type dBASE II (ou III) et micro-ISIS.
5. - La structure du réseau national INTIB a été proposée. Pour les noms des organismes participant à ce réseau, voir p.7, chapitre "Conclusions et Recommendations".

5. MESURES A PRENDRE

1. - Le Gouvernement intéressé doit établir une politique à long terme visant à établir un système national d'information industrielle et technologique, un système chargé de collecter, d'estimer, de traiter, d'évaluer et de disséminer les informations. Il paraît que l'ONUDI pourrait contribuer par l'intermédiaire de ses experts à l'élaboration de cette politique.

2. - L'ONUDI pourrait recommander au Gouvernement en question d'examiner la possibilité d'établir un réseau d'informations industrielles et technologiques proposé dans le présent rapport. Ce réseau devrait comporter un centre focal et un dispositif de service conçus pour être reliés à des dispositifs semblables dans d'autres pays et organisations internationales, y compris l'INTIB, en vue de procéder à l'échange d'informations. Des techniques de points, comme celles des télécommunications et de l'informatique devraient être utilisés pour desservir l'infrastructure nationale avec un maximum d'efficacité. La mise en place du réseau devrait se faire par étapes, en fonction de la disponibilité des moyens et du développement de la demande des utilisateurs.

3. - Les programmes d'assistance technique devraient être orientés vers le développement d'infrastructures d'information qui constitueraient des chaînes faibles au sein du mécanisme. Premièrement, il faut doter le centre focal d'un équipement susceptible d'assurer d'une part la coopération avec l'INTIB et, d'autre part, la diffusion d'informations dans le pays en question. Cela va de soi que l'équipement mentionné doit être accompagné par un logiciel approprié.

4. - Il a été constaté que compte tenu des disparités entre les langages documentaires utilisés aussi bien dans les différents pays que dans les organismes d'un même pays, il est nécessaire que l'INTIB élabore une méthodologie dans le but d'aplanir les difficultés qui pourraient surgir de ces disparités.
5. - Il est à souligner qu'il est absolument nécessaire d'activer, de renforcer et d'étendre la promotion de l'INTIB et ses services existants. Parmi les initiatives à prendre à cet égard, les suivantes méritent d'être considérées : organisation de journées de promotion et de sensibilisation, organisation de séminaires, organisations de réunions avec les utilisateurs, ainsi qu'avec les responsables. A titre préliminaire, il est souhaitable de mettre au point une liaison directe expérimentale (on-line) entre l'INTIB et le centre focal.
6. - Rien ne pourra être fait sérieusement sans entreprendre un important programme de formation. Pour garantir la compétence et l'efficacité voulues, le corps enseignant devrait être doté d'un personnel bien qualifié et expérimenté.
7. - Dans le fonctionnement de la coopération entre le pays en question et l'INTIB, il convient d'obtenir une information en retour d'un centre focal national et d'autres dispositifs nationaux, de manière à repérer les défauts et lacunes auxquels il peut être remédié par un effort de formation, d'amélioration, etc.
8. - Lorsqu'un système national d'information industrielle et technologique aura été créé et aura commencé à fonctionner, il devrait mettre en commun ses connaissances et son expérience sur une base nationale, régionale et internationale afin d'améliorer le transfert d'informations.

9. - Au niveau international, plusieurs institutions de la famille des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations internationales ont des responsabilités relativement à l'information industrielle et technologique ou sont concernées par elle en tant qu'organismes générateurs, utilisateurs ou fournisseurs d'information. Certaines de ces institutions ont des fonctions d'offre central d'échange, d'autres produisent des études en profondeur, des compilations de statistiques, d'autres encore ont des activités dans le domaine du transfert de technologie (à titre d'exemple, citons le Centre Régional Africain de Technologie - CRAT et le Réseau Sahélien d'Information et de Documentation Scientifiques et Techniques - RESADOC). Ces sources d'information sont dispersées, parfois, peu connues. De nombreux problèmes surgissent lorsqu'il s'agit d'avoir accès à cette information et, une fois obtenue, il faut encore la présenter sous une forme convenant aux utilisateurs et la fournir à un coût raisonnable. Il semble que l'ONUDI doit prendre les initiatives en vue de la coordination et de la mise en oeuvre des programmes nécessaires au renforcement d'échange des informations industrielles et technologiques entre des institutions citées ci-dessus. Des ressources affectées au budget de l'INTIB sont nécessaires pour rendre crédible le rôle de leader de l'INTIB dans l'activation du réseau, l'établissement des liens, l'utilisation optimale des ressources existantes, etc.

A N N E X E 1

DOCUMENTS UTILISES AU COURS DE L'ETUDE

1. Un programme pour la Décennie du Développement Industriel de l'Afrique, document établi par la Commission Economique pour l'Afrique, l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, Nations Unies, New York, 1983.
2. Plan d'Action de Lagos pour le Développement de l'Afrique 1980-2000, Institut National d'Etudes Sociales, Genève, 1981.
3. Role of INTIB. Round Table Division of an Advisory Group of INTIB Users - Vienna, 23-27 Sept. 1985, ID/WG., 20 Sept. 1985, UNIDO Secretariat.
4. Sung Jin Choi, Guidelines for the Formulation of National Industrial and Technological Information Policy, INTIB Secretariat.
5. Ching-Chih-Chen, Microcomputer Use in Libraries in the U.S.: Current and Future Trends, UNESCO-Upils Asian Regional Seminar/Workshop on the Application of Microcomputers to Library and in Information Management, Dillman, Quezon City, 29 Oct. - 2 Nov. 1984.
6. Baukowski J., Wysocki A., Guidelines for the Establishment or Redesign of Industrial and Technological Information Service System, including selection of Software and Hardware, Warsaw, Sept. 1985, INTIB Secretariat.
7. Industrial and Technological Information Bank-Questionnaire, IDDA Project RP/RAF/85/621.
8. Kassai K., Etudes sur les systèmes d'information industrielle en Côte d'Ivoire, Novembre 1985, Abidjan.

9. Aubrac R., Politique Générale d'information scientifique et technique en République de Côte d'Ivoire, rapport de mission, 17-27 Juin 1979, UNESCO-PNUD, PGI.
10. Décret no 76-281 du 20 Avril 1976, Ministère du Commerce, République de Côte d'Ivoire.
11. ISIS Afrique, Banque de données d'information économique, Maison de l'Afrique, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
12. L. Chapdelaine, Mémoire sur la Banque de données financières de Côte d'Ivoire.
13. Rapport d'activité 1983-84, INADES, Abidjan.
14. Thesaurus of Industrial Development Terms (English-French), UNIDO, ID/172/Rev. 1; UNIDO/LIB/SER.C/3/Rev. 1.

A N N E X E 2

INDUSTRIAL AND TECHNOLOGICAL INFORMATION BANK

IDDA PROJECT (RP/RAF/85/621)

OBJECTIVE : Assess existing/potential information service institutions/
organizations and their activities

QUESTIONNAIRE

Name of Institute/Organization :

Country :

Address of Institution/Organization :

Telex/Cable :

Telephone/Telefax :

Nature of Institution/Organization : Public/Private/Semi-Private

Name of Director/Interviewee :

Year of Establishment :

Objectives/Functions of Institution/Organization :

Number of information staff :

Professional :

Supporting personnel :

Information Service Activities :

List of publications :

Quarterly/Yearly publications :

Industrial Inquiry Service (Sectors/Inquirers/Source of Answers/
Number of inquiries/Character) :

Extension services :

Selective Information Dissemination/Current Awareness Service :

Ad-hoc advisory services :

Source of fund : Government/Private :

Budget for information activities :

List of hardware/software :

Main problems faced by the organization on information field :

Contents of advice given by UNIDO experts :

Comments to be as INTIB nodes by institution/organization :

Linkage with other information institutions/organizations :

List of demand/needs of information users :

Linkage with INTIB

Industrial Inquiry Service :

Possible areas :

Ways and means :

Trainings/Seminars/Workshops conducted by the institution/organization :

Expectation from INTIB :

Ad-hoc service request and project document :

Industrial information policy :

Non focal points for Co-ordination request :

Recommendations to Government :

A N N E X E 3

LISTE DES NOMS DES SPECIALISTES CONSULTES

| | |
|----------------|--|
| Z. ABO KOUADIO | Archiviste-Documentaliste, Direction de l'Environnement et de la Normalisation et Technologie - Service de Documentation (DENT) |
| C. ACKAH | Chargée des Relations Publiques, Service de Documentation de la Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire (CCCI) |
| A. BADAKA DIAW | Consultant Privé International, Etudes des Projets de Développement Transfert de Technologies et Réalisations en Afrique (ETS) |
| A. BOGUI | Directeur du Cabinet du Ministre de l'Industrie, Ministère de l'Industrie |
| L. CHAPDELAIN | Directeur, Banque de Données Financières (BDF) |
| M. CHAPMAN | Directeur, Unité documentaire de l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire (UDEECI) |
| R. COFFI | Directeur Général, Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T) |
| M. DELAFOSSE | Secrétaire Générale, Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire (CCCI) |

M. EKRA
Secrétaire Général,
Chambre de l'Industrie de Côte d'Ivoire (CICV)

P. GUERIN
Directeur,
Direction de l'Environnement et de la Normalisation et Technologie, Ministère de l'Industrie (DENT)

J.W. JORANT
Directeur Administratif et Financier,
Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)

E. JULIENNE
Responsable Bulletin d'Information et Centre de Documentation,
Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire (CICV)

K. KASSI
Chef du Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation,
Ministère de l'Industrie (SAPID)

Y. MOREL
Directeur du Centre de Documentation,
Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES)

A. N'CHO
Directeur Général,
Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entreprise Nationale

A. N'DIAYE
Responsable de la Documentation,
Banque Africaine de Développement (BAD)

I. N'DIAYE
Ingénieur Informaticien,
Banque Africaine de Développement (BAD)

- B. OKA Sous-Directeur de l'Information et de la
Documentation,
Centre d'Assistance et de Promotion de
l'Entreprise Nationale (CAPEN)
- L. PIAS Chef du Service Scientifique et Marketing,
Société Ivoirienne de Technologie Tropicale,
(I2T)
- S. ZAGBA Responsable de la Documentation,
Service Autonome de Promotion Industrielle
et de Documentation, Ministère de l'Industrie
(SAPID)

A N N E X E 4

ABREVIATIONS ET ADRESSES

B A D Banque Africaine de Développement,
01. B.P. 1387 Abidjan 01
Tél. : 32-07-11, Télex : 23717

B D F Banque de Données Financières,
B.P. V 202 Abidjan
Tél. : 32-28-30

C A P E N Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entre-
prise Nationale,
B.P. V 271 Abidjan
Tél. : 33-25-57

C C C I Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire,
01 B.P. 1399 Abidjan 01
Tél. : 32-46-79

C I C V Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire,
11, Av. Lamblin
01 B.P. 1758 Abidjan 01
Tél. : 32-65-34, Télex : INDUCI 22 291

D E N T Direction de l'Environnement et la Normalisation
et Technologie, Ministère de l'Industrie,
B.P. V 65 Abidjan
Tél. : 32-45-25 p. 429 Télex : 3730 MINIPLAN

E T S Afrique Euro-Arabe Consultant et Bureau d'Etudes
des Projets de Développement-Transfert de Techno-
logie,
16 B.P. 1402 Abidjan 16
Tél. : 22-72-06 Télex : RC 87-593

I 2 T Société Ivoirienne de Technologie Tropicale,
04 B.P. 1137 Abidjan
Tél. : 33-23-68 Téléx : 23 347

I N A D E S Institut Africain pour le Développement
Economique et Social,
08 B.P. 8 Abidjan 08
Tél. : 44-15-94

S A P I D Service Autonome de Promotion Industrielle
et de Documentation, Ministère de l'Industrie,
B.P. V 65 Abidjan
Tél. : 29-14-15 Téléx : 22638

U D E E C I Unité Documentaire de l'Energie Electrique de
Côte d'Ivoire,
01 B.P. 1345 Abidjan 11
Tél. : 32-02-33

A N N E X E 5

.....

PROGRAMME DE VISITE

Lundi, le 11 Novembre

- | | |
|-----|---|
| 9h | Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire M. Ekra, E. Julienne |
| 11h | Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire C. Ackah, M. Delafosse |
| 16h | Ministère de l'Industrie, Cabinet du Ministre A. Bogui |

Mardi, le 12 Novembre

- | | |
|-------|---|
| 10h | Société Ivoirienne de Technologie Tropicale R. Coffi, J.W. Jorant, L. Plas |
| 15h | Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation, Ministère de l'Industrie K. Kassi, S. Zagba |
| 16h30 | Direction de l'Environnement et de la Norma- lisation et Technologie, Ministère de l'Industrie Z. Abo Konadio |

Mercredi, le 13 Novembre

- | | |
|-----|---|
| 9h | Banque de Données Financières L. Chapdelaine |
| 15h | Direction de l'Environnement et de la Norma- lisation et Technologie, Ministère de l'Industrie, P. Guerin |

16h30

Centre d'Assistance et de Promotion de
l'Entreprise Nationale
A. N'CHO, B. OKA

Jeudi, 14 Novembre

10h

Institut Africain pour le Développement Econo-
mique et Social
Y. Morel

15h

Banque Africaine de Développement
A. N'Diaye, I. N'Diaye

Vendredi, 15 Novembre

9h

Unité Documentaire de l'Energie Electrique
de Côte d'Ivoire
M. Chapman

11h

ETS Afrique Euro-Arabe Consultant et Bureau
d'Etudes des Projets de Développement-
Transfert de Technologies
A. Badara Diaw

15h

Service Autonome de Promotion et de Documen-
tation, Ministère de l'Industrie,
K. Kassi

R E S U M E

Ce rapport présente les résultats d'une étude préliminaire sur un système d'information industrielle et technologique en Côte d'Ivoire. Cette étude a été effectuée au cours de la mission qui s'est déroulée à Abidjan, du 4 au 8 Novembre 1985. Le domaine de l'Information Industrielle et Technologique se trouve actuellement au stade élémentaire. L'étude se propose d'identifier les organismes qui pourraient constituer la base d'un système (réseau) national d'information industrielle et technologique. Ces organismes sont les suivants : le Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation au Ministère de l'Industrie (SAPID), la Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire (CICIV), la Chambre de Commerce de la Côte d'Ivoire (CCCI), la Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T), le Centre d'Assistance et de Promotion de l'Entreprise Nationale (CAPEN), la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Unité Documentaire de l'Energie Electrique de Côte d'Ivoire (UDECCI).

Il semble que le centre focal national peut être placé au Service Autonome de Promotion Industrielle et de Documentation au Ministère de l'Industrie (SAPID). La contribution demandée à l'ONUDI est précisée dans le rapport. Certaines recommandations concernant le développement de l'INTIB sont formulées.